

## Evolutions monétaires à La Réunion au 31 décembre 2012

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Après une légère amélioration de la situation économique mondiale au cours du troisième trimestre 2012, favorisée par une activité plus forte dans les pays émergents et aux Etats-Unis, la croissance ne s'est pas poursuivie sur les trois derniers mois de l'année. Selon les projections du Fonds Monétaire International, la croissance devrait atteindre 3,5 % sur l'année 2013, contre 3,2 % en 2012.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. En France notamment, le taux de croissance affiche un repli de 0,3 % sur le trimestre.

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeuraient orientés à la baisse.

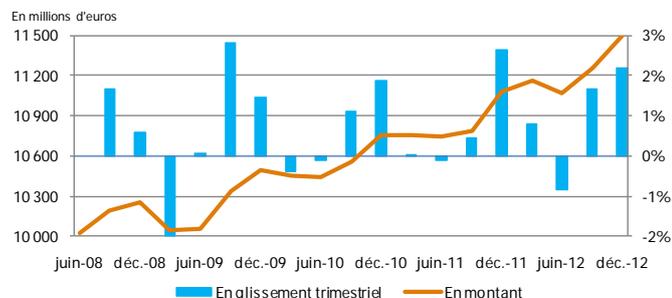
Il a également indiqué que les contreparties de l'Eurosystème ont remboursé 140,6 milliards d'euros sur les 489,2 milliards obtenus dans le cadre de la première des deux opérations de refinancement à trois ans, qui avaient été lancées par la BCE en décembre 2011 et mars 2012. Il a souligné que cela reflète l'amélioration de la confiance des marchés financiers.

### UNE SITUATION FINANCIÈRE PORTEUSE EN FIN D'ANNÉE

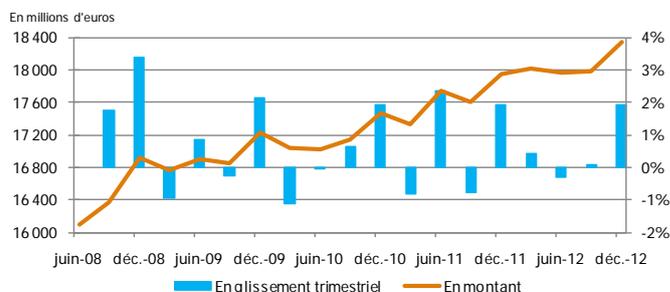
La fin de l'année est traditionnellement porteuse pour le secteur bancaire, qui bénéficie notamment d'une activité soutenue en matière de financement de l'habitat. Le quatrième trimestre 2012 n'a pas dérogé à cette règle, enregistrant une nette amélioration de l'activité bancaire : hausse sensible de la collecte d'épargne (+ 2,2 %) et de l'encours des crédits consentis à l'économie (+ 2,1 %).

Les crédits à l'économie ont été particulièrement soutenus par la forte hausse des crédits à l'habitat des ménages (+ 3,9 % sur le trimestre), mais également par celle des crédits d'équipement des entreprises (+ 2,4 %) et des collectivités locales (+ 5,5 %). La collecte d'épargne a pour sa part bénéficié de la bonne tenue des dépôts à vue (+ 5,1 % toute clientèle confondue) et de la hausse rapide de l'épargne sur livrets A (+ 7,4 %) et livrets de développement durable (+ 19,0 %), en liaison avec le relèvement des plafonds décidé en fin d'année.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



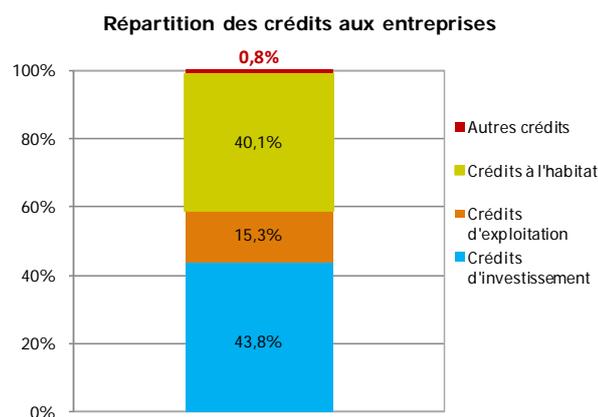
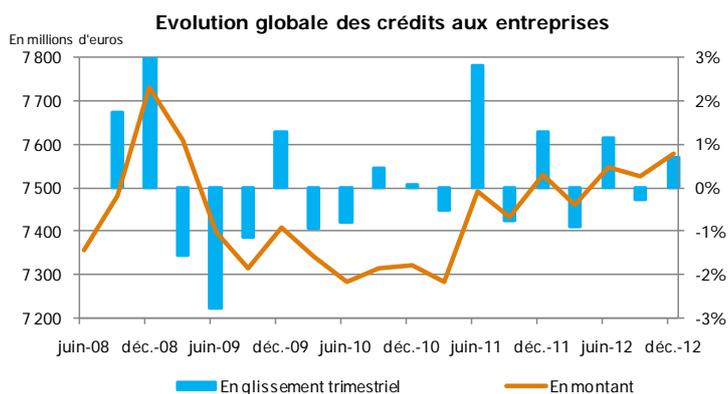
# L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT S'AMÉLIORE AU QUATRIÈME TRIMESTRE

## Rebond des crédits d'investissement aux entreprises

Les financements consentis aux entreprises progressent de 52 millions d'euros (soit + 0,7 %) au quatrième trimestre, après avoir diminué de 20 millions d'euros (- 0,3 %) au trimestre précédent.

Les crédits d'investissement aux entreprises progressent au quatrième trimestre (+ 2,4 %). Cette hausse ne suffit cependant pas à compenser trois trimestres de diminution régulière. Dans un contexte économique toujours fragile qui se traduit par un certain attentisme des entrepreneurs, les prochains mois permettront de déterminer si cette hausse ne constitue qu'un rattrapage des précédents trimestres ou si elle prélude à une réelle reprise de l'investissement des entreprises. Sur un an, les crédits d'investissement sont en retrait de 36 millions d'euros (soit - 0,9 %).

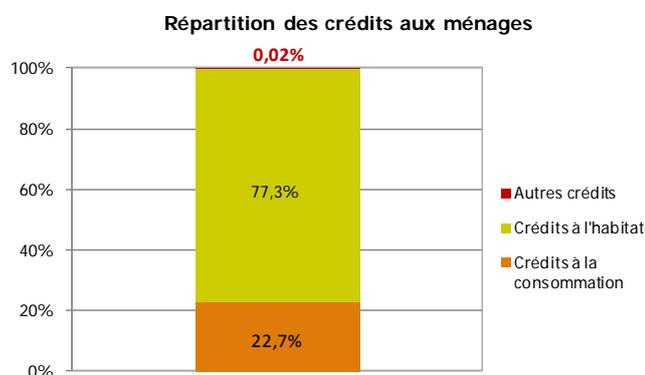
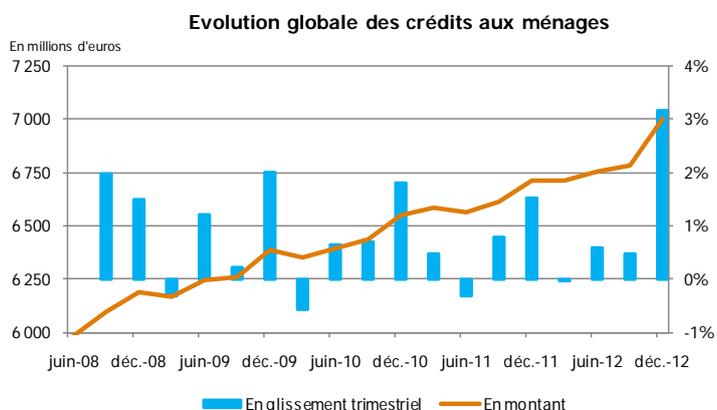
Les crédits d'exploitation aux entreprises s'inscrivent pour leur part en léger recul au quatrième trimestre (- 0,3 %). Le recul des comptes ordinaires débiteurs des entreprises (- 46 millions d'euros, à rapprocher de la hausse de 194 millions d'euros de leurs dépôts à vue) n'est pas entièrement compensé par la hausse des créances commerciales (+ 13 millions d'euros), des crédits de trésorerie (+ 16 millions d'euros) et de l'affacturage (+ 12 millions d'euros). Sur douze mois, les crédits d'exploitation des entreprises progressent de 5,8 %.



## Nette accélération des crédits aux ménages

La hausse des concours consentis aux ménages s'accélère au quatrième trimestre 2012 (+ 214 millions d'euros, soit + 3,2 %), après deux trimestres de croissance modérée. Leur progression sur douze mois s'établit ainsi à 285 millions d'euros (+ 4,2 %), soit le rythme de croissance le plus élevé depuis l'éclatement de la crise économique qui affecte La Réunion depuis la fin 2008.

Le financement de la consommation des ménages est en légère progression au quatrième trimestre (+ 10 millions d'euros, soit + 0,6 %). Cette hausse, conjuguée à celle de même ampleur observée au deuxième trimestre, confirme qu'un palier est atteint, mettant fin à une longue période de baisse continue. L'encours des crédits à la consommation, dont le rythme de croissance ralentissait depuis début 2006, avait atteint son plus haut niveau en septembre 2008 (1,75 milliard d'euros), avant de se contracter en raison de la forte baisse des ventes de véhicules automobiles neufs et de biens d'équipement. Néanmoins, en glissement annuel, les crédits à la consommation des ménages reculent toujours (- 15 millions d'euros, soit - 1,0 %).



Le rythme de progression des financements à l'habitat des ménages enregistre une forte accélération au quatrième trimestre (+ 204 millions d'euros, soit + 3,9%). L'encours des crédits à l'habitat des ménages s'élève désormais à 5,4 milliards d'euros, en progression de 300 millions d'euros sur douze mois (+ 5,9 %), soit un rythme inégalé depuis mi 2009.

## Hausse sensible des crédits aux collectivités locales

Les crédits consentis aux collectivités locales progressent fortement au quatrième trimestre 2012 (+ 109 millions d'euros, soit + 5,7 %), tirés par les crédits d'investissement (+ 5,4 % sur le trimestre). Des démarrages en fin d'année de chantiers sur des infrastructures publiques (construction et rénovation) expliquent cette hausse. Sur douze mois, l'augmentation enregistrée est plus mesurée (+ 38 millions d'euros, soit + 1,9 %). Les variations d'encours en cours d'année civile s'expliquent aussi pour partie par la gestion active des dettes des principales collectivités locales, qui leur permet d'effectuer des remboursements temporaires en fonction de leurs rentrées fiscales.

L'encours des financements consentis aux établissements publics locaux atteint globalement 2 milliards d'euros, destinés essentiellement à l'investissement.

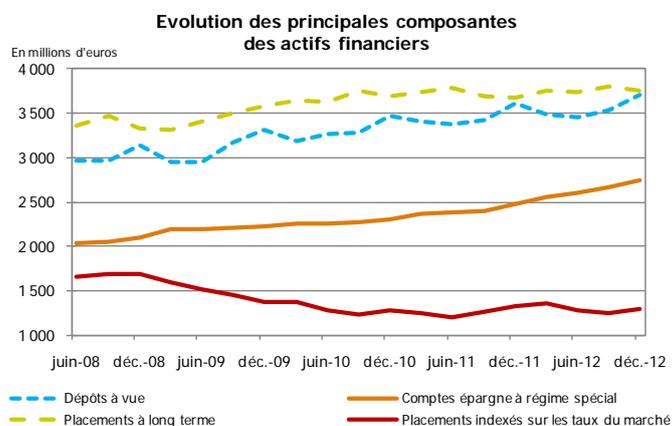
## Légère diminution de la sinistralité en fin d'année

Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit se contractent au quatrième trimestre (- 10 millions d'euros, soit - 0,9 %). Cette amélioration progressive sur le plan de la sinistralité au second semestre ne permet cependant pas de compenser la forte hausse intervenue au premier semestre, dans la continuité de la fin d'année 2011. Sur douze mois, les créances douteuses brutes progressent toujours de 4,0 %, et atteignent ainsi 1,16 milliard d'euros à fin décembre 2012, soit 6,3 % du total des concours bruts consentis.

## LES ACTIFS FINANCIERS PROGRESSENT PLUS RAPIDEMENT

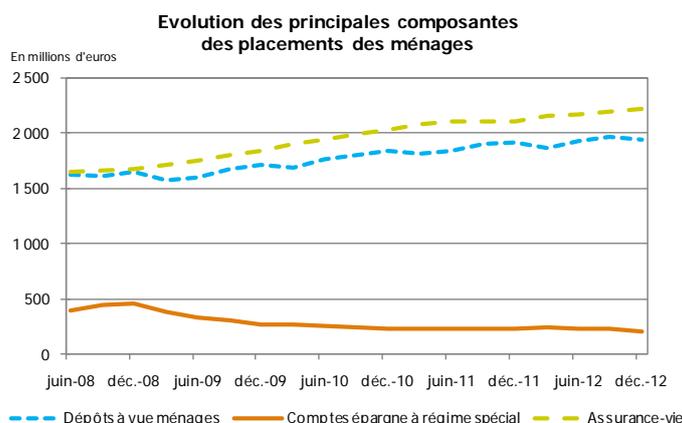
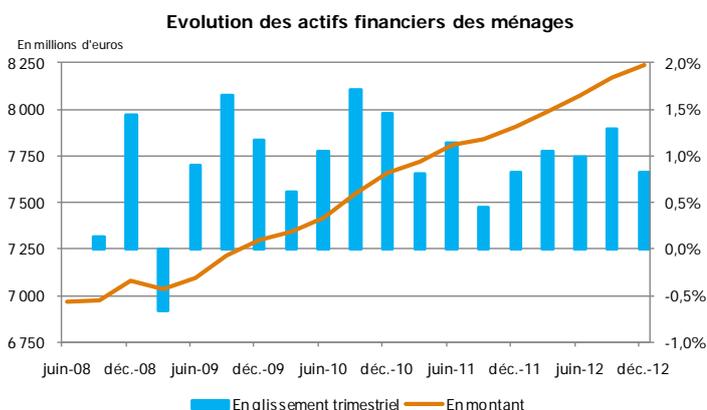
La hausse des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais s'accélère au quatrième trimestre 2012 (+ 250 millions d'euros, soit + 2,2 %, après + 1,7 % au trimestre précédent). Ils s'établissent à 11,5 milliards d'euros au total, en progression de 3,9 % en glissement annuel.

La progression des dépôts à vue explique l'essentiel de cette hausse. Ils augmentent en effet de 180 millions d'euros, soit + 5,1%. Les placements liquides progressent eux aussi rapidement (+ 3,0 %). Seule l'épargne à long terme recule au dernier trimestre (- 47 millions d'euros, soit - 1,2 %), en raison de la forte baisse des OPCVM non monétaires (- 83 millions d'euros, soit - 35,2%) liée à un retrait important de placements d'un organisme paritaire local.



## Progression modérée de l'épargne des ménages

Les placements des ménages progressent faiblement au quatrième trimestre (+ 67 millions d'euros, soit + 0,8%), dans la continuité des trimestres précédents.



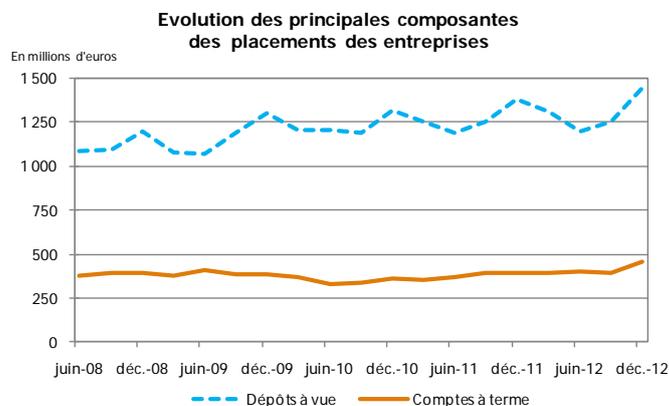
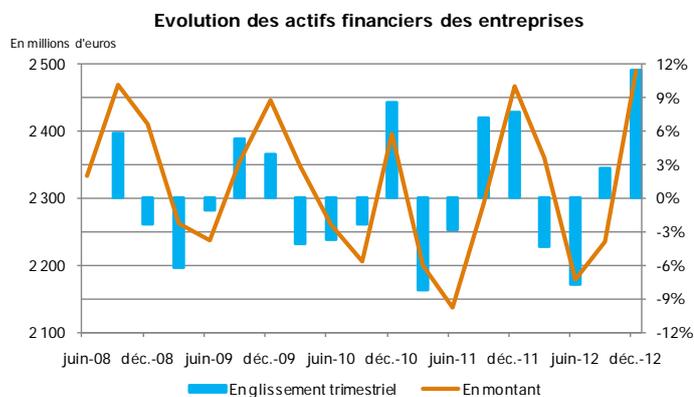
Les hausses des placements réglementés sur livrets (+ 75 millions d'euros, soit + 2,9 %) et de l'épargne longue (+ 40 millions d'euros, soit + 1,1 %) permettent de compenser largement les baisses des dépôts à vue (- 23 millions d'euros, soit - 1,2 %) et des placements indexés sur les taux de marché (- 24 millions d'euros, soit - 10,5 %). Les plus fortes progressions sont enregistrées sur les supports concernés par les relèvements de plafonds intervenus en fin d'année : les livrets de développement durable (+ 53 millions d'euros, soit + 19,0 %) et les livrets A (+ 67 millions d'euros, soit + 7,0 %). A l'inverse, les OPCVM monétaires (- 29,9 %), les comptes créditeurs à terme (- 6,7 %) et les livrets ordinaires (- 4,2 %) sont en recul.

Sur douze mois, la hausse des placements des ménages atteint 334 millions d'euros, soit + 4,2 %.

## Forte hausse des placements des entreprises en fin d'année

Les actifs financiers détenus par les sociétés non financières s'inscrivent en forte hausse au quatrième trimestre 2012 (+ 259 millions d'euros, soit + 11,6 %). Ils bénéficient notamment de la forte croissance des dépôts à vue (+ 194 millions d'euros, soit + 15,5 %), mais également de leurs placements liquides (+ 72 millions d'euros, soit + 8,3 %). Les dépôts à vue constituent l'essentiel des actifs financiers détenus par les sociétés non financières (58,2 % en décembre 2012) devant les placements liquides, essentiellement ceux indexés sur les taux de marché (37,3 % des actifs financiers totaux).

Cette forte accélération des placements des sociétés non financières fait suite à une contraction au premier semestre (- 4,4 % au premier trimestre, suivie de - 7,7 % au deuxième trimestre). Au total, sur un an, les actifs financiers des entreprises progressent modérément : + 27 millions d'euros, soit + 1,1 %.



## Baisse des placements des autres agents

Les placements des autres agents enregistrent un recul sensible au quatrième trimestre (- 76 millions d'euros, soit - 9,1 %), en raison d'un retrait important d'actifs détenus par un organisme local. La baisse se concentre sur les placements à long terme, et notamment les OPCVM non monétaires.

### MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

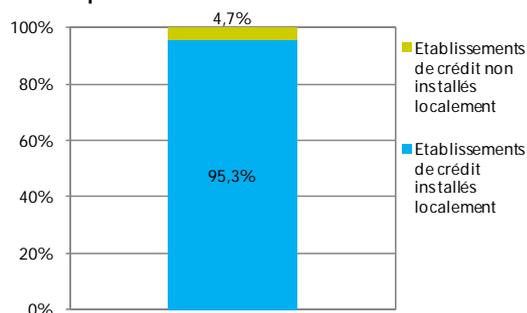
# TABLEAUX STATISTIQUES

## Les crédits à l'économie

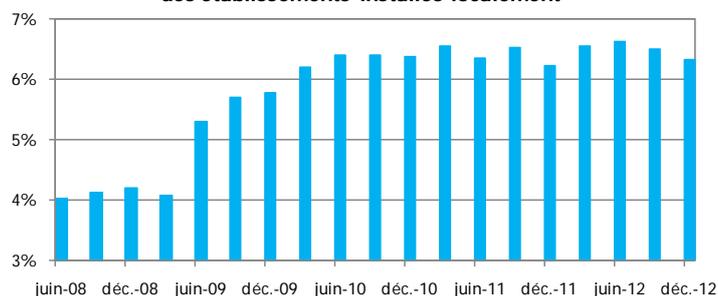
	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	1 416,3	1 195,5	1 077,2	1 094,5	1 088,9	1 166,348	1 161,4	1 157,6	5,8%	-0,3%
<i>Créances commerciales</i>	158,4	125,9	115,3	119,8	87,1	85,6	83,7	96,8	-19,2%	15,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	769,9	630,0	583,6	637,6	625,2	640,9	671,1	687,5	7,8%	2,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	119,0	114,6	112,1	121,0	116,0	104,0	104,7	102,0	-15,7%	-2,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	296,4	243,0	220,5	199,0	256,9	316,5	287,0	241,4	21,3%	-15,9%
<i>Affacturage</i>	191,7	196,6	157,9	138,0	119,7	123,4	119,7	131,9	-4,4%	10,2%
Crédits d'investissement	3 505,8	3 331,3	3 252,4	3 349,8	3 284,5	3 259,7	3 241,5	3 318,1	-0,9%	2,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	3 033,3	2 876,7	2 792,4	2 876,2	2 811,1	2 796,1	2 774,3	2 840,6	-1,2%	2,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	250,3	229,9	263,1	304,9	301,2	256,9	251,0	248,1	-18,6%	-1,2%
<i>Crédit-bail</i>	472,5	454,6	460,0	473,5	473,4	463,6	467,2	477,5	0,8%	2,2%
Crédits à l'habitat	2 750,5	2 806,2	2 946,1	3 026,3	3 041,9	3 068,8	3 077,9	3 041,9	0,5%	-1,2%
Autres crédits	58,2	76,7	55,5	58,3	46,8	53,0	47,0	62,1	6,6%	32,1%
<b>Encours sain</b>	<b>7 730,9</b>	<b>7 409,7</b>	<b>7 331,3</b>	<b>7 528,8</b>	<b>7 462,0</b>	<b>7 547,9</b>	<b>7 527,8</b>	<b>7 579,7</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 733,8	1 698,9	1 633,2	1 605,4	1 572,4	1 583,6	1 580,3	1 590,1	-1,0%	0,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 612,0	1 582,6	1 524,5	1 495,9	1 463,9	1 477,7	1 474,7	1 483,8	-0,8%	0,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	41,4	41,1	43,4	51,2	51,6	49,3	50,3	50,5	-1,3%	0,4%
<i>Crédit-bail</i>	80,4	75,2	65,3	58,3	56,9	56,7	55,3	55,8	-4,3%	1,0%
Crédits à l'habitat	4 455,1	4 683,7	4 911,7	5 107,3	5 139,8	5 168,4	5 203,4	5 407,4	5,9%	3,9%
Autres crédits	2,1	2,0	6,9	1,0	0,9	1,0	1,0	1,3	26,4%	31,0%
<b>Encours sain</b>	<b>6 191,0</b>	<b>6 384,7</b>	<b>6 551,9</b>	<b>6 713,7</b>	<b>6 713,1</b>	<b>6 753,0</b>	<b>6 784,7</b>	<b>6 998,8</b>	<b>4,2%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	37,0	25,5	17,1	24,5	159,5	23,5	8,5	14,1	-42,4%	66,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	33,0	25,2	16,6	22,9	16,8	22,4	7,1	13,8	-39,7%	94,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,0	0,2	0,4	1,6	142,7	1,1	1,4	0,3	-78,8%	-75,2%
Crédits d'investissement	1 734,9	1 848,0	1 910,2	1 965,4	1 931,6	1 881,5	1 910,4	2 014,4	2,5%	5,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 734,9	1 847,3	1 908,7	1 965,4	1 931,6	1 881,5	1 909,5	2 013,6	2,5%	5,5%
Autres crédits	2,5	7,4	5,2	0,4	1,7	1,0	1,0	0,1	-86,3%	-94,9%
<b>Encours sain</b>	<b>1 774,5</b>	<b>1 882,4</b>	<b>1 933,9</b>	<b>1 991,7</b>	<b>2 094,1</b>	<b>1 907,2</b>	<b>1 921,2</b>	<b>2 029,9</b>	<b>1,9%</b>	<b>5,7%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>516,9</b>	<b>549,7</b>	<b>549,9</b>	<b>594,2</b>	<b>575,3</b>	<b>572,9</b>	<b>581,7</b>	<b>567,6</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-2,4%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>16 213,3</b>	<b>16 226,4</b>	<b>16 366,9</b>	<b>16 828,4</b>	<b>16 844,6</b>	<b>16 781,0</b>	<b>16 815,4</b>	<b>17 176,0</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,1%</b>
<i>dont ECNIL</i>	735,7	739,7	743,7	747,7	770,8	787,9	787,9	739,9	-1,0%	-6,1%
Créances douteuses brutes	712,2	995,0	1 104,4	1 116,2	1 178,4	1 188,7	1 170,6	1 160,3	4,0%	-0,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	328,6	470,3	490,1	482,3	534,6	521,9	497,8	511,4	6,0%	2,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	196,1	252,1	290,5	294,4	349,2	334,9	395,6	381,9	29,7%	-3,5%
<i>(dt) Ménages</i>	74,8	115,7	105,5	102,4	100,5	104,4	98,7	125,0	22,1%	26,6%
Provisions	383,7	524,7	614,3	633,9	643,8	666,8	672,8	648,9	2,4%	-3,6%
<b>Encours brut total</b>	<b>16 925,5</b>	<b>17 221,4</b>	<b>17 471,3</b>	<b>17 944,6</b>	<b>18 022,9</b>	<b>17 969,7</b>	<b>17 986,0</b>	<b>18 336,3</b>	<b>2,2%</b>	<b>1,9%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,2%	5,8%	6,3%	6,2%	6,5%	6,6%	6,5%	6,3%	0,1 pt	-0,2 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	4,0%	5,2%	5,8%	5,8%	6,1%	6,3%	6,2%	6,0%	0,2 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	53,9%	52,7%	55,6%	56,8%	54,6%	56,1%	57,5%	55,9%	-0,9 pt	-1,5 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

### Répartition des concours bancaires sains



### Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 410,5</b>	<b>2 447,0</b>	<b>2 395,7</b>	<b>2 467,6</b>	<b>2 360,0</b>	<b>2 178,1</b>	<b>2 235,7</b>	<b>2 494,8</b>	<b>1,1%</b>	<b>11,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 199,6</b>	<b>1 301,8</b>	<b>1 316,6</b>	<b>1 383,5</b>	<b>1 311,3</b>	<b>1 196,2</b>	<b>1 256,9</b>	<b>1 451,2</b>	<b>4,9%</b>	<b>15,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 032,7</b>	<b>933,1</b>	<b>862,1</b>	<b>979,4</b>	<b>940,2</b>	<b>877,3</b>	<b>859,3</b>	<b>930,8</b>	<b>-5,0%</b>	<b>8,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,7	0,6	0,4	0,2	21,2	23,4	29,8	17,0	n.s.	-42,8%
Placements indexés sur les taux de marché	1 032,0	932,5	861,7	979,2	919,0	853,9	829,5	913,8	-6,7%	10,2%
<i>dont comptes à terme</i>	397,7	382,6	358,3	390,2	394,4	402,0	397,4	455,2	16,7%	14,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	212,8	221,7	240,9	239,3	182,7	147,9	137,8	140,6	-41,2%	2,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	419,4	327,1	262,1	349,2	341,0	302,8	293,5	317,4	-9,1%	8,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>178,1</b>	<b>212,1</b>	<b>217,0</b>	<b>104,8</b>	<b>108,5</b>	<b>104,5</b>	<b>119,6</b>	<b>112,8</b>	<b>7,6%</b>	<b>-5,7%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	36,8	31,9	35,7	23,7	23,8	22,1	33,8	25,5	7,5%	-24,6%
<b>Ménages</b>	<b>7 078,7</b>	<b>7 297,1</b>	<b>7 656,8</b>	<b>7 907,4</b>	<b>7 990,7</b>	<b>8 069,8</b>	<b>8 174,1</b>	<b>8 241,2</b>	<b>4,2%</b>	<b>0,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 654,3</b>	<b>1 711,6</b>	<b>1 843,5</b>	<b>1 910,3</b>	<b>1 861,6</b>	<b>1 924,8</b>	<b>1 960,6</b>	<b>1 937,6</b>	<b>1,4%</b>	<b>-1,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 512,3</b>	<b>2 440,9</b>	<b>2 472,8</b>	<b>2 628,1</b>	<b>2 704,9</b>	<b>2 735,9</b>	<b>2 764,1</b>	<b>2 814,7</b>	<b>7,1%</b>	<b>1,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 055,3	2 167,3	2 238,2	2 394,3	2 459,8	2 501,7	2 537,1	2 611,6	9,1%	2,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	799,5	810,8	829,1	889,5	918,5	931,5	941,8	902,1	1,4%	-4,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	591,9	712,6	775,8	875,6	910,6	935,9	960,3	1 027,4	17,3%	7,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	39,8	40,0	40,2	39,5	38,3	38,0	37,5	38,3	-2,9%	2,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	137,4	119,9	110,9	103,5	100,6	100,4	101,0	100,6	-2,8%	-0,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	256,0	258,3	259,6	267,2	271,4	274,6	276,5	329,0	23,1%	19,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	230,7	225,7	222,7	219,1	220,5	221,3	220,0	214,3	-2,2%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	457,0	273,6	234,6	233,8	245,0	234,1	227,0	203,1	-13,1%	-10,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	367,7	194,7	175,4	190,5	197,0	191,2	179,6	167,5	-12,1%	-6,7%
<i>dont bons de caisse</i>	13,4	12,9	12,3	11,4	10,2	10,3	9,5	9,1	-20,2%	-4,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	75,9	66,0	46,9	32,0	37,8	32,7	37,9	26,6	-16,9%	-29,9%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 912,1</b>	<b>3 144,5</b>	<b>3 340,5</b>	<b>3 369,0</b>	<b>3 424,2</b>	<b>3 409,1</b>	<b>3 449,4</b>	<b>3 488,9</b>	<b>3,6%</b>	<b>1,1%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	769,9	754,9	766,2	759,6	759,9	754,7	749,5	763,1	0,5%	1,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	73,1	68,1	60,9	57,1	56,3	55,1	53,8	54,4	-4,8%	1,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,6	8,4	7,7	7,4	7,6	9,2	8,7	9,2	23,5%	6,1%
<i>dont actions</i>	107,8	142,8	144,8	130,3	115,9	110,9	112,9	114,8	-11,9%	1,7%
<i>dont obligations</i>	134,8	184,8	195,5	188,3	217,9	208,5	224,1	225,4	19,7%	0,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	145,5	148,1	132,9	125,1	109,4	103,2	104,6	104,9	-16,2%	0,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 672,4	1 837,4	2 032,5	2 101,2	2 157,4	2 167,4	2 195,8	2 217,1	5,5%	1,0%
<b>Autres agents</b>	<b>762,5</b>	<b>746,4</b>	<b>699,2</b>	<b>700,3</b>	<b>813,7</b>	<b>822,2</b>	<b>843,4</b>	<b>766,9</b>	<b>9,5%</b>	<b>-9,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>291,4</b>	<b>301,8</b>	<b>313,1</b>	<b>316,8</b>	<b>311,6</b>	<b>328,8</b>	<b>318,5</b>	<b>327,6</b>	<b>3,4%</b>	<b>2,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>235,6</b>	<b>226,8</b>	<b>252,8</b>	<b>187,7</b>	<b>272,0</b>	<b>275,3</b>	<b>297,2</b>	<b>291,5</b>	<b>55,3%</b>	<b>-1,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	44,5	59,0	67,4	77,0	79,4	85,3	106,3	119,7	55,4%	12,7%
Placements indexés sur les taux de marché	191,2	167,9	185,4	110,7	192,7	189,9	190,9	171,8	55,2%	-10,0%
<i>dont comptes à terme</i>	59,0	39,7	46,8	56,7	63,8	64,5	67,9	75,5	33,1%	11,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>235,5</b>	<b>217,8</b>	<b>133,3</b>	<b>195,8</b>	<b>230,0</b>	<b>218,2</b>	<b>227,7</b>	<b>147,8</b>	<b>-24,5%</b>	<b>-35,1%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>10 251,6</b>	<b>10 490,4</b>	<b>10 751,7</b>	<b>11 075,4</b>	<b>11 164,4</b>	<b>11 070,1</b>	<b>11 253,2</b>	<b>11 502,9</b>	<b>3,9%</b>	<b>2,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>3 145,3</b>	<b>3 315,2</b>	<b>3 473,2</b>	<b>3 610,6</b>	<b>3 484,5</b>	<b>3 449,8</b>	<b>3 535,9</b>	<b>3 716,3</b>	<b>2,9%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 780,6</b>	<b>3 600,9</b>	<b>3 587,7</b>	<b>3 795,2</b>	<b>3 917,1</b>	<b>3 888,5</b>	<b>3 920,6</b>	<b>4 037,0</b>	<b>6,4%</b>	<b>3,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 100,5	2 226,9	2 306,0	2 471,5	2 560,5	2 610,5	2 673,2	2 748,3	11,2%	2,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	827,7	846,6	881,9	947,4	994,6	1 016,9	1 055,0	1 010,0	6,6%	-4,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	594,6	721,0	790,0	894,0	934,6	958,5	982,4	1 055,3	18,0%	7,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	39,8	40,0	40,3	39,5	38,4	38,0	37,5	38,3	-2,9%	2,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	137,4	119,9	110,9	103,5	100,7	100,4	101,0	100,6	-2,8%	-0,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	256,0	258,3	259,8	267,5	271,6	274,9	276,8	329,2	23,1%	19,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	230,7	225,7	223,0	219,6	221,0	221,8	220,5	214,8	-2,2%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	1 680,1	1 374,0	1 281,7	1 323,7	1 356,7	1 278,0	1 247,4	1 288,7	-2,6%	3,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	824,4	617,1	580,5	637,4	655,1	657,8	644,8	698,1	9,5%	8,3%
<i>dont bons de caisse</i>	15,8	14,2	17,9	17,1	16,4	16,8	11,0	10,0	-41,5%	-9,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	419,4	327,1	262,1	349,2	341,0	302,8	293,5	317,4	-9,1%	8,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	420,5	415,6	421,2	320,0	344,1	300,6	298,0	263,2	-17,7%	-11,7%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>3 325,7</b>	<b>3 574,4</b>	<b>3 690,8</b>	<b>3 669,6</b>	<b>3 762,7</b>	<b>3 731,8</b>	<b>3 796,6</b>	<b>3 749,5</b>	<b>2,2%</b>	<b>-1,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	769,9	754,9	767,8	761,4	761,9	756,6	751,4	765,0	0,5%	1,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	73,1	68,1	61,1	57,4	56,6	55,3	54,1	54,6	-4,8%	1,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,6	8,4	7,7	7,4	7,6	9,2	8,7	9,2	23,5%	6,1%
<i>dont actions</i>	122,3	161,7	163,6	146,0	132,4	126,0	125,9	128,0	-12,3%	1,7%
<i>dont obligations</i>	301,0	386,5	393,2	328,7	388,7	392,6	423,7	421,3	28,2%	-0,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	378,5	357,3	264,3	265,9	256,3	223,0	235,5	152,7	-42,6%	-35,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 672,4	1 837,4	2 033,0	2 102,8	2 159,2	2 169,1	2 197,5	2 218,8	5,5%	1,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2013